

hommes. Dans la partie secrète du traité, il est dit à l'article 7, qu'au cas d'une heureuse issue de la guerre, S. M. l'empereur Napoléon s'engage à procurer à l'empereur d'Autriche des indemnités qui *non-seulement* compensent les sacrifices et charges de ce dernier dans la guerre, mais qui soient un *monument* de l'union intime et durable qui existe entre les deux souverains. La Prusse s'empresse aussi de se jeter à corps perdu dans l'alliance, et 600,000 soldats de toutes les nations de l'Europe passent le Niémen.

Six mois plus tard, de cette immense armée, 40,000 hommes restaient à peine ; ces fantômes décharnés, épuisés par la faim, engourdis par le froid, se traînaient à travers l'Allemagne, qui les accueillait partout avec des regards sombres et farouches et se préparait à profiter de notre grand désastre pour secouer le joug. La défection du général prussien d'York venait de livrer notre aile gauche ; le général autrichien Schwarzenberg entra à son tour en communication avec l'ennemi et découvrit notre aile droite ; Alexandre avait passé la Vistule, le roi de Prusse s'était jeté dans ses bras, et les vaincus d'Iéna couraient aux armes.

L'Autriche intacte, éloignée, moins engagée que la Prusse, procède avec plus de circonspection, et ici apparaît dans tout son jour l'habileté diplomatique de M. de Metternich.

Laissant derrière lui les débris de son armée, Napoléon repaissait à Paris, inébranlable et comme énorgueilli d'avoir enfin à lutter contre la fortune. Il redemande des soldats à la France, et toujours dévouée la France lui donne ses derniers soldats ; il repasse le Rhin avec 300,000 hommes, et met en demeure le cabinet de Vienne de remplir les conditions du traité de Paris. M. de Metternich répond que son maître est plus que jamais dévoué à l'empereur, *et que l'alliance est éternelle comme les motifs qui l'ont fait naître* ; en même temps il donne ordre au commandant du contingent autrichien de refuser d'obéir aux instructions qui lui seraient transmises de la part de Napoléon, et 200,000 hommes sont réunis et armés en toute hâte derrière les montagnes de la Bohême. Le cabinet anglais, fidèle à sa haine implacable, dépêche lord Walpole à M. de Metternich, pour lui offrir, s'il veut entrer dans la coalition, la restitution des provinces Illyriennes, le rétablissement du vieil empire germanique, l'Italie tout entière et dix millions de subsides. Le rusé chancelier prête l'oreille à ces propositions, envoie M. de Weissemberg à Londres, sous le prétexte de préparer l'Angleterre à la paix, presse de plus en plus la levée de ses troupes, et enfin poussé dans ses derniers retranchements par M. de Narbonne, qui le somme de s'expliquer, il déclare " que l'alliance a changé de nature, que l'Autriche élève sa simple intervention à l'attitude de *médiation armée*, " que désormais elle va paraître en scène comme partie principale, et qu'elle se met en mesure de soutenir son nouveau rôle " en organisant des forces respectables (1)", ajoutant toutefois que cette attitude nouvelle ne détruisait pas le traité de Paris, qu'elle le *suspendait* seulement afin de donner plus de liberté au cabinet médiateur, pour négocier la paix entre les puissances belligérantes.

Cette position, prise tout-à-coup par M. de Metternich, était d'une haute habileté, sinon parfaitement loyale ; de simple allié exposé aux chances de la guerre, le cabinet autrichien devenait l'arbitre de ce vaste différent ; arbitre désintéressé en apparence, mais bien disposé à mettre son rôle à profit.

Le traité de Trachenburg venait d'adjoindre à la triple coalition un nouvel ennemi, la Suède ; les victoires de Lutzen et de Bautzen, rendues stériles par notre manque de cavalerie, avaient

pourtant relevé un peu nos affaires ; un armistice fut conclu à Plesswitz ; le cabinet médiateur proposa d'ouvrir un congrès à Prague, sous sa présidence ; la Russie et la Prusse, désireuses d'entraîner l'Autriche dans la coalition, acceptèrent avec empressement, et Napoléon, quoique froissé de la prépondérance que s'arrogeait son ancien allié, se résigna aussi à accepter.

C'est à ce moment, quelques jours avant l'ouverture du congrès, qu'eut lieu à Dresde, entre Napoléon et M. de Metternich, cette fameuse conversation qui ne contribua pas peu à amener une rupture de la part de l'Autriche ; plusieurs écrivains en ont déjà parlé en la dénaturant. Je regrette que le défaut d'espace ne me permette pas de la donner ici tout entière. En voici quelques fragments que j'emprunte au récit du baron Fain, témoin oculaire.

M. de Metternich s'était rendu à Dresde, porteur d'une lettre particulière de son maître, en réponse aux ouvertures faites par Napoléon ; il la remit le 28 juin à l'empereur, dans une audience confidentielle qui se prolongea pendant une partie de la journée. " Vous voilà donc, Metternich ! dit Napoléon en le voyant. Soyez le bien-venu, mais si voulez la paix, pourquoi venir si tard ? " " Nous avons déjà perdu un mois et votre médiation devient presque hostile à force d'être inactive... Je vous ai deviné, " Metternich, votre cabinet veut profiter de mes embarras et les augmenter autant que possible, pour recouvrer tout ou partie de ce qu'il a perdu ; la grande question pour vous est de savoir si vous pouvez me rançonner sans combattre, ou s'il vous faudra vous jeter décidément au rang de mes ennemis. Vous ne savez pas encore bien lequel des deux partis doit vous offrir le plus d'avantages, et peut-être ne venez-vous ici que pour mieux vous en éclaircir. Eh bien ! voyons, traitons, j'y consens, que voulez-vous ? "

Cette attaque était vive. M. de Metternich appelle à son aide un attirail complet de phrases diplomatiques. " Le seul avantage que l'empereur mon maître soit jaloux d'acquiescer, c'est l'influence que communiquerait aux cabinets de l'Europe l'esprit de modération, le respect pour les droits et les possessions des États indépendants qui l'animent lui-même, etc., etc... — Parlez plus clair, dit Napoléon en l'interrompant, et venons au but ; mais n'oubliez pas que je suis un soldat qui sait mieux rompre que plier. Je vous ai offert l'Illyrie pour rester neutre ; cela vous convient-il ? Mon armée est bien suffisante pour amener les Russes et les Prussiens à la raison, et votre neutralité est tout ce que je demande.

" Ah ! sire, reprit vivement M. de Metternich, pourquoi Votre Majesté resterait-elle seule dans cette lutte ? Pourquoi ne doublerait-elle pas ses forces ? Vous le pouvez, sire, car il ne tient qu'à vous de disposer entièrement des nôtres. "

A ces mots le ton de la conversation fléchit, l'empereur conduit M. de Metternich dans le cabinet des cartes. Après un assez long intervalle sa voix s'élève de nouveau : " Quoi ! non-seulement l'Illyrie, mais la moitié de l'Italie et la Pologne ! et l'abandon de l'Espagne ! et la Hollande ! et la confédération du Rhin ! et la Suisse ! Voilà donc ce que vous appelez l'esprit de modération qui vous anime ! Au fait, vous voulez l'Italie, la Russie veut la Pologne, la Suède veut la Norvège, la Prusse veut la Saxe, et l'Angleterre veut la Hollande et la Belgique. En un mot la paix n'est qu'un prétexte, vous n'aspirez tous qu'au démembrement de l'empire français ! Et l'Autriche, sans coup férir, sans même tirer l'épée, se flatte de me faire souscrire à de telles conditions ! Sans tirer l'épée ! cette prétention est un

(1) Dépêches de M. de Narbonne.